

Entretien

Birmanie : « L'armée birmane se pense en caste supérieure » et contrôle « un complexe système économique »

samedi 6 février 2021, par [EGRETEAU Renaud](#), [VAULERIN Arnaud](#) (Date de rédaction antérieure : 4 février 2021).

Au moment où un mouvement de résistance au coup d'Etat tente de prendre forme, l'armée verrouille les accès aux réseaux sociaux, fait peu de cas des pressions internationales et entend avant tout renforcer ses pouvoirs et ses intérêts, rappelle Renaud Egreteau, professeur associé à la City University de Hongkong.

Le bras de fer est en train de s'installer en Birmanie. Mais il risque de vite tourner court pour les opposants au coup d'Etat de la junte. Face à la vague de résistance et de désobéissance civile lancée depuis mardi 2 février 2021, les généraux ont ordonné le verrouillage jusqu'à dimanche de Facebook, un important canal d'opposition dans ce pays où la moitié des 53 millions d'habitants a un compte. La messagerie WhatsApp était également en partie suspendue jeudi 4 février. Et face à l'explosion des demandes de VPN (Réseau privé virtuel) pour échapper à la censure, le ministère des Communications a annoncé qu'il allait aussi bloquer les serveurs. La chasse aux opposants, aux activistes, aux membres de la société civile se poursuit. Selon l'association pour l'assistance aux prisonniers politiques, au moins 147 personnes ont été arrêtées depuis lundi.

« L'armée fera tout pour verrouiller l'expression et ne lâchera pas le pouvoir, analyse une consultante à Rangoun jointe au téléphone. Elle a repris d'anciennes tactiques des pires années de la junte : libérer des criminels pour faire de la place en prison et armer, rétribuer des milices du peuple et des pauvres dans les régions périurbaines pour imposer l'ordre. Face à cela, je crains que le mouvement de résistance du peuple ne parvienne pas à grand-chose. »

Pour la troisième journée, des concerts de casseroles et de klaxons ont éclaté dans le pays jeudi 4 février à 20 heures, début du couvre-feu. Plus tôt, des personnels de santé, des avocats, des étudiants avaient pris part à des actions de contestation. Des petites manifestations ont eu lieu à Rangoun et Mandalay. A 8 heures, 70 députés élus de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) se sont livrés à une session parlementaire toute symbolique dans la capitale Naypyidaw. Ils ont prêté serment pour « servir le public », bien que depuis lundi, le général Min Aung Hlaing exerce les pouvoirs exécutifs, législatif et judiciaire.

La veille au soir, le commandant en chef de l'armée avait confié à un groupe d'hommes d'affaires qu'il pourrait conserver le pouvoir pendant six mois après la fin de l'état d'urgence d'un an, afin d'organiser des élections. Pas sûr qu'Aung San Suu Kyu puisse y participer. Si elle est poursuivie pour importation illégale de talkies-walkies, le futile prétexte avancé par l'armée pour l'emprisonner, elle risque trois ans de prison.

L'armée est plus que jamais maîtresse de la situation politique, rappelle Renaud Egreteau,

professeur associé à la City University de Hongkong et auteur de *Caretaking Democratization. The Military and Political Change in Myanmar* (Oxford University Press, 2016), une analyse sur les forces militaires et les changements politiques en Birmanie.

Arnaud Vaulerin - Au vu des déclarations du général Min Aung Hlaing depuis août et des accusations de fraude du parti pro-armée USDP (Parti de l'union, de la solidarité et du développement) dès le lendemain des élections, ce coup était-il en germe depuis longtemps ?

Renaud Egreteau - De toute évidence, ce coup n'a pas été une opération de dernière minute. Il a été planifié, exécuté avec organisation, et mené au premier jour d'une nouvelle législature démocratiquement élue. Le refus de la LND de réunir le Parlement sortant pour débattre d'hypothétiques fraudes électorales dénoncées depuis novembre par l'armée, l'absence de clarté et de transparence de la commission électorale à ce sujet, laissaient entrevoir une situation extrêmement tendue pour le nouveau gouvernement.

Les militaires birmans sont-ils de mauvais perdants ?

Les élections de 2015 et 2020 ont été une formidable dénonciation de la mainmise sur la société birmane d'une institution militaire. Celle-ci peine à accepter le fait qu'elle ne parvienne pas à élargir sa base sociale. Mais l'USDP n'est pas « le » parti des militaires, il y en a deux ou trois autres avec lesquels la hiérarchie militaire partage la même idéologie, mais aucun n'est l'instrument direct de l'armée, malgré les connivences. L'armée, grâce à la Constitution de 2008, dispose d'un quart des sièges dans les assemblées législatives nationales et provinciales et, en plus, chaque soldat dispose du droit du vote pour élire son député civil parmi les 75% de sièges restants.

La contestation des élections et des listes électorales, l'absence de convocation du Conseil de sécurité et de défense ont été évoquées pour justifier ce coup, mais quelles sont les raisons plus profondes de l'armée et de Min Aung Hlaing qui devait prendre sa retraite en juillet ?

Min Aung Hlaing semble bien être désormais le maître incontesté de l'appareil militaire. Chef suprême des armées depuis dix ans, il a réussi non seulement à s'accommoder du lourd héritage de son prédécesseur, Than Shwe, chef de la junte de 1992 à 2011, mais aussi à s'assurer de la loyauté du corps des officiers haut gradés qui doivent leurs postes non plus aux équilibres et tensions internes au précédent régime militaire, mais à Min Aung Hlaing lui-même. Il convient de regarder au-delà des éventuelles ambitions et inimitiés personnelles au sein des élites birmanes.

L'armée - et sa nouvelle génération de dirigeants - est une institution autonome qui doit aussi sa survie à un complexe système économique fondé sur le contrôle et l'exploitation de territoires riches en ressources. La perspective d'une remise en cause de ce système lucratif par un gouvernement civil disposant d'instruments législatifs légitimes inquiète bien plus l'armée que des sanctions imposées de l'extérieur. Ces dernières ont eu par le passé du mal à identifier des « cibles » crédibles, du fait de l'opacité de l'économie birmane et de l'importance de ses dynamiques souterraines.

Min Aung Hlaing entame donc une carrière de dictateur à presque 65 ans. Il rejoint le club des dictateurs birmans : Ne Win [1962-1988], Than Shwe [1992-2011] ?

J'élargirais l'allusion en soulignant que l'influence politique et sociale des Birmans tend à s'accroître avec l'âge. Par-delà la sphère militaire, la composition sociologique des partis politiques birmans, y compris la LND d'Aung San Suu Kyi, révèle des caractéristiques bien connues de ceux qui étudient

les systèmes gérontocrates.

Pourquoi ce coup, alors que l'armée a doté le pays d'une Constitution qui lui octroie de larges pouvoirs et des systèmes de verrouillage pour contrôler l'action politique des civils ?

C'est en effet ce qui apparaît le plus singulier. La précédente génération de chefs militaires, celle qui avait calibré le coup d'Etat de 1988, a travaillé pendant deux décennies pour façonner un système politique semi-civil dans lequel l'armée se voyait garantir de nombreux privilèges et immunités et un droit de regard sur les affaires d'Etat tout en laissant « l'intendance » (et les problèmes attenants) aux mains d'une administration civile. Ce système dit prétorien avait toutefois des faiblesses que la LND s'était refusée à exploiter après sa victoire électorale de 2015.

On pense au mode de scrutin qui favorise une « tyrannie majoritaire » et aux possibilités de contrôle législatif et budgétaire du secteur de la défense. La seconde victoire de la LND en novembre 2020 et l'incapacité de l'armée à trouver un terrain d'entente avec Aung San Suu Kyi au cours des trois derniers mois ont probablement fait craindre à l'armée que les failles du système pouvaient être exploitées par « la Dame » dont la popularité reste intacte.

Une forme d'intransigeance, une pratique solitaire du pouvoir par Aung San Suu Kyi expliquent-elles ces mauvaises relations avec les militaires et donc, aussi, ce coup d'Etat ?

Plus que la personnalité et le caractère élitiste d'Aung San Suu Kyi, c'est son aura, son mythe et son lignage [fille du partisan de l'indépendance birmane Aung San, assassiné le 19 juillet 1947] qui insupportent les membres d'une armée qui se pense en caste supérieure, si ce n'est « élue » pour diriger le pays depuis son indépendance. D'où l'usage abusif et mesquin de lois improbables, « quoi qu'il en coûte ».

Les seuls militaires avec lesquels elle a su composer appartiennent à la génération de l'ère Ne Win qui a fondé la LND avec elle en 1988. Depuis, la LND n'a pas su attirer dans ses rangs des haut gradés de l'armée malgré la popularité d'Aung San Suu Kyi au sein des troupes. Cela illustre l'insularité croissante de l'armée depuis les années 1990.

Finalement, l'armée n'a jamais accepté le processus électoral et la démocratisation ?

L'armée n'a pas lancé un processus de « démocratisation » en rédigeant la Constitution de 2008 et en acceptant un partage du pouvoir avec les civils au cours de la décennie suivante. C'est plutôt une politique d'ouverture que la précédente génération de chefs a acceptée au début des années 2010 ; une sorte de « Glasnost ». Mais il n'y a eu ni Perestroïka, ni refonte fondamentale des structures de pouvoir, malgré une tentative de rééquilibrage de cette distribution du pouvoir politique et législatif lors des deux scrutins de 2015 et 2020.

L'armée birmane reste donc un Etat dans l'Etat ?

Le haut commandement de l'armée est une structure si opaque qu'il est difficile d'en cerner les arcanes et dynamiques internes. Il est même singulier de constater qu'à l'heure des réseaux sociaux, l'on en sache moins sur les processus internes à l'institution qu'à l'époque de la censure et de l'absence d'Internet dans les années 1990 et 2000. Le caractère insulaire et la mentalité de siège permanent de l'armée et de ses haut gradés se sont renforcés au cours des deux dernières décennies, y compris depuis l'ouverture entamée en 2010. Cette nouvelle génération de généraux a grandi dans le contexte du coup de 1988 et a été formée dans des académies militaires restructurées au cours des années 1990.

Quels sont le socle idéologique et la vision de cette puissante armée ?

L'idéologie et la vision du monde de cette nouvelle génération d'officiers continuent d'être guidées par des repères intellectuels et moraux violemment suprémacistes (fondés sur une ethnie bamar majoritaire dans le pays) et teintés d'un nationalisme religieux cherchant à défendre la place primordiale de la société et l'ordre bouddhiques. Certes, cette vision dogmatique est partagée par de nombreux Birmans [1]. Mais ce nationalisme bouddhique exclusif et agressif ne séduit pas l'ensemble de la population, y compris la communauté des moines bouddhistes, si diverse et complexe. Cela atteste des difficultés que l'armée rencontre dans ses efforts pour élargir sa base sociale et son autorité morale au-delà de ses sympathisants historiques.

P.-S.

- « L'armée birmane se pense en caste supérieure ». Entretien publié dans le quotidien Libération en date du 4 février 2021. publié le 4 février 2021 à 20h36. Reproduit sur A l'Encontre le 5 février 2021 :

<https://alencontre.org/asia/birmanie/birmanie-une-armee-qui-controle-un-complexe-systeme-economique.html>

- S'abonner à Libération :

[https://abo.liberation.fr/?origin=AUTO3M&xtatc=INT-21-\[3mois_9e90\]-](https://abo.liberation.fr/?origin=AUTO3M&xtatc=INT-21-[3mois_9e90]-)

- Les articles d'Arnaud Vaulerin dans Libération :

<https://www.liberation.fr/auteur/arnaud-vaulerin/>

Notes

[1] Michael W. Charney - professeur d'histoire asiatique et militaire au SOAS, Université de Londres (institution dans laquelle Aung San Suu Kyi a fait ses études) - écrit dans un article de *The Conversation*, en date du 3 février 2021 : « En 2017, l'armée de Birmanie a lancé un assaut brutal contre le groupe ethnique Rohingya dans la province de Rakhine, dans l'ouest du pays. Grâce à des campagnes de médias sociaux sur des plateformes telles que Facebook, la majorité de la population bouddhiste bamar a été entraînée dans une frénésie anti-islamique. Aung San Suu Kyi ne s'est pas opposée aux actions de l'armée comme l'espéraient les militaires, ce qui lui aurait fait perdre beaucoup de soutien populaire. Au lieu de cela, elle a nié la culpabilité des militaires, s'est jointe au jeu politique de l'armée consistant à ne pas reconnaître les Rohingyas comme relevant d'une question nationale. Elle a soutenu l'arrestation de journalistes qui avaient découvert des preuves des actions de l'armée et a même défendu l'armée, tout récemment en 2019 devant la Cour internationale de justice. » (Réd. A l'Encontre)